



P O L I C Y N O T E



Ce que la colère des lycéens dit des colères françaises

**Une enquête Cepremap - HEC auprès des 16-20 ans,
avant et après le 17 octobre 2026**

Yann Algan

Octobre 2026

EN PARTENARIAT AVEC
L'OBSERVATOIRE DU BIEN-ÊTRE DU CEPREMAP

EXECUTIVE SUMMARY

Ce que la colère des lycéens dit des colères françaises

Une enquête Cepremap - HEC auprès des 16-20 ans, avant et après le 17 octobre 2026

EN BREF

Une cause qui rassemble, la colère d'une génération pour qui le gâteau ne grossit plus. 92 % des 16-20 ans jugent les revendications justifiées, enfants de cadres comme d'ouvriers, et 81 % de ceux qui se placent à droite. L'idée que le gâteau ne grossit plus et un lien aux autres abîmé pèsent bien plus que le pouvoir d'achat.

Deux colères nées de la même blessure. Les jeunes de gauche radicale et de droite radicale jugent pareillement que la démocratie fonctionne mal et s'inquiètent autant pour leur emploi. Mais la colère des premiers vise les riches et les inégalités, celle des seconds l'immigration.

Ce qui est nouveau : une colère de régime. En 1986 et en 2006, le retrait d'un texte éteignait le mouvement. Cette fois, il n'y a rien à retirer : un jeune sur trois veut que le mouvement continue même si ses revendications sont satisfaites, et plus de la moitié parmi les plus inquiets pour leur avenir.

Une cause transpartisane, mais une action partisane. Près de quatre mobilisés sur dix sont proches de la gauche radicale. Les jeunes de droite radicale soutiennent la cause aux trois quarts, mais restent chez eux.

Une violence minoritaire et concentrée. Près d'un jeune sur cinq juge légitime d'affronter la police tout en participant : près d'un sur deux à gauche radicale, trois sur cent à droite radicale.

Un événement qui polarise. Après le 17 octobre, la demande d'ordre et la justification des dégradations progressent ensemble.

La moitié sans parti. La moitié des jeunes interrogés ne se sent proche d'aucun parti. Parmi ceux qui expriment une préférence, quatre sur dix choisissent la gauche radicale et un sur quatre la droite radicale.

RÉSUMÉ

Le mouvement lycéen de l'automne 2026 rassemble presque toute une génération : 92 % des 16-20 ans jugent ses revendications justifiées. Il ne ressemble pourtant ni à celui de 1986 ni à celui de 2006 : il n'y a aucun texte à retirer, et un jeune sur trois veut que le mouvement continue même si ses revendications sont satisfaites. Notre enquête auprès de 1 077 jeunes de 16 à 20 ans, interrogés avant et après le 17 octobre, montre que cette colère se nourrit moins du pouvoir d'achat que de l'idée que le gâteau ne grossit plus et d'un lien aux autres abîmé. Elle se divise pourtant en deux. Les jeunes proches de la gauche radicale et ceux de la droite radicale partagent la même blessure, mais ne désignent pas le même coupable : les riches pour les premiers, l'immigration pour les seconds. La gauche radicale veut changer le système, et c'est elle qui descend dans la rue ; la droite radicale soutient la cause, mais reste chez elle et demande de l'ordre. Les débordements du 17 octobre ont durci ces deux colères plutôt que de les rapprocher.

Parti de Créteil le 18 septembre, le mouvement lycéen de l'automne 2026 a multiplié les blocages d'établissements, puis a rejoint, le 17 octobre, aux côtés de gilets jaunes et de syndicats, les manifestations contre la vie chère. Il n'est pas isolé. Depuis 2025, le pavillon pirate du manga *One Piece* flotte sur les manifestations de la jeunesse, de Jakarta à Milan ; en Inde, des diplômés traités de « cafards » par un juge ont fondé le Parti populaire des cafards ; en Albanie, les étudiants ont rejoint à la mi-octobre la « révolution des flamants roses » ; en Italie et en Belgique, les lycéens défilent en se disant solidaires des Français (AFP 2026). Bertrand Badie appelle énergie sociale ce flot d'émotions collectives qui ne passe plus par les partis ni les syndicats (Badie 2026). Ces mouvements sans chef ni parti savent se lever comme jamais. Mais savent-ils aboutir lorsque la colère est à ce point hétérogène et ne dépend d'aucune réforme précise ? En 1986 contre la loi Devaquet, en 2006 contre le contrat première embauche, il suffisait de retirer le texte pour éteindre le mouvement. Il n'y a cette fois aucun texte à retirer.

Leur spontanéité a une histoire et remonte à l'automne 2018, quand les gilets jaunes ont occupé les ronds-points sans chef, sans syndicat et sans programme. Partout dans le monde, les protestations organisées par les partis et les syndicats cèdent la place à des mobilisations nées de la société civile, et ce ne sont pas le revenu ou le chômage qui prédisent le mieux qu'on y participe, mais le sentiment d'injustice et celui de ne pas être écouté (Cantoni et al. 2024). Avec la désindustrialisation, la France a perdu bien plus que des emplois : l'usine, le syndicat, le café du bourg, tous ces lieux où l'on se retrouvait et où la colère se disait, se discutait et se transformait. Le syndicat faisait d'une humiliation une revendication chiffrée, le parti d'une injustice ressentie un programme. Ces corps intermédiaires filtraient la colère ; ils ne la filtrent plus. Le 17 octobre, où lycéens et gilets jaunes ont défilé ensemble, a pris des airs d'acte II des ronds-points.

Une génération rassemblée, deux colères

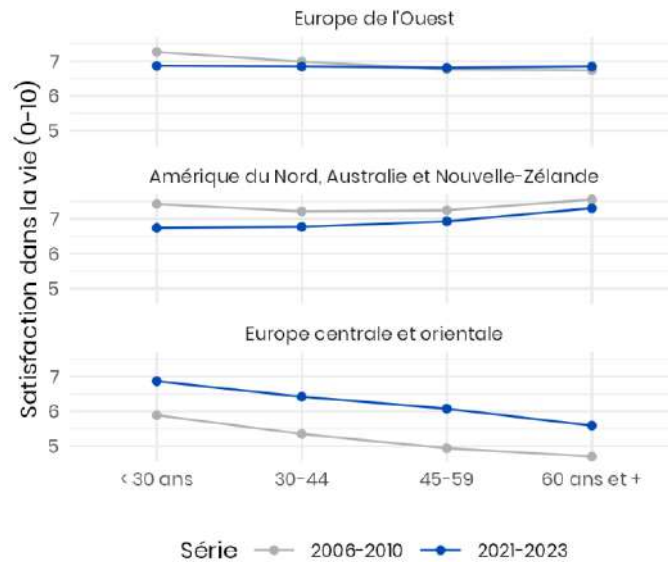
Au cœur de ces mouvements, il y a la colère, et elle mérite d'être comprise avant d'être jugée. À lire la philosophe Martha Nussbaum, il s'agit de la plus morale de nos émotions. On n'est pas en colère contre la pluie, mais contre un tort qu'on estime ne pas avoir mérité. Toute colère dit donc quelque chose d'une injustice ressentie, et c'est cela qu'il faut entendre.

Mais elle a un revers qui la distingue de la peur. La peur juge une menace sans auteur : elle pousse à s'informer, à peser, à transiger. La colère désigne un coupable : elle ferme la délibération, rend sourd aux arguments contraires et rend disponible pour ce qui est radical (Lazarus 1991). Avec Stefanie Stantcheva, Eva Davoine et Thomas Renault, nous l'avons mesuré en faisant varier la seule présence d'un coupable dans une même vidéo, et nous avons montré que la colère est devenue le régime émotionnel de nos démocraties au cours des dix dernières années (Algan, Davoine et al. 2026). Cette montée se mesure. Au Congrès américain, dont nous avons analysé tous les discours depuis les années 1870, la colère est à son plus haut niveau depuis les lendemains de la guerre de Sécession ; depuis les années 2010, elle a progressé de 50 % à la tribune et de 72 % dans les tweets des élus. À l'Assemblée nationale, la part des discours émotionnels est passée de 27 % en 2007 à 40 % sous la législature ouverte en 2022. Sur X, la colère des Français a plus que doublé depuis l'automne 2018, quand l'espoir tombait sous les 6 % des messages. Une société en colère n'est pas seulement une société qui souffre, mais une société où le compromis devient difficile, voire impossible (Algan et Renault 2024 ; Algan, Renault et Subtil 2025).

Un paradoxe traverse les réponses de l'enquête. Le mouvement rassemble presque toute une génération autour de ses revendications : 92 % des jeunes les jugent justifiées, aussi bien chez les enfants de cadres que chez les enfants d'ouvriers et d'employés, et encore 81 % parmi ceux qui se situent à droite. Il la divise sur presque tout le reste : sur ce qu'il faut changer, sur qui est responsable, sur la violence. Ce paradoxe des deux colères est le fil de cette note. C'est la thèse centrale du livre *Colères françaises*, qui retrouve chez les adultes deux colères nées de la même blessure, l'une tournée contre ceux d'en haut, les riches, l'autre contre ceux d'à côté, les immigrés comme les autres en général. Les lycéens de 2026 en donnent une version plus jeune et plus vive.

Qu'elle s'exprime d'abord chez les jeunes n'a rien d'un hasard. Pendant un demi-siècle, les économistes du bonheur ont tenu pour acquis que la satisfaction dessine un U sur le cycle de la vie, et que la jeunesse en est la saison heureuse. Cette régularité s'efface dans les démocraties occidentales, et elle s'efface par le bas. En Europe de l'Ouest, entre 2006-2010 et 2021-2023, la satisfaction des moins de trente ans est tombée de 7,3 à 6,9 sur une échelle de 0 à 10, quand celle des plus de soixante ans montait de 6,7 à 6,9 ; en Amérique du Nord, la chute des jeunes est plus brutale encore (figure 1 ; annexe, figure 11). En France, les moins de trente ans ne sont plus que 48^e au classement mondial du bonheur, leurs aînés 25^e (annexe, figure 12).

Figure 1. Satisfaction dans la vie par âge, 2006-2010 et 2021-2023



Source : World Happiness Report 2024, chap. 2, figure 2.6 (Gallup World Poll, échelle de Cantril)

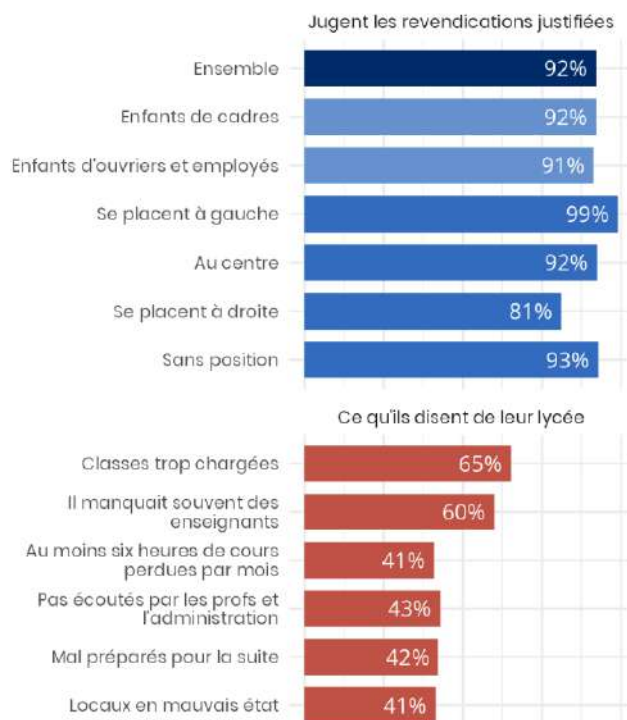
Notes : satisfaction moyenne dans la vie (échelle de Cantril, 0 à 10) par classe d'âge, Gallup World Poll. Voir Helliwell et al. (2024) et Algan, Blanc et Senik (2025).

Le contre-exemple désigne la cause. En Europe centrale et orientale, où le revenu a connu un rattrapage rapide, la courbe s'inverse : les jeunes y sont bien plus heureux que leurs aînés. Ce n'est pas la richesse qui tient une société ouverte, c'est le mouvement, le sentiment de progrès, comme le montrent de récents travaux sur l'effet de la croissance sur l'état d'esprit des citoyens (Friedman 2005). En France, le mouvement s'est arrêté pour les jeunes d'abord : en un demi-siècle, le revenu des 20-29 ans est passé de 99 % à 67 % du revenu moyen du pays, quand celui des sexagénaires passait de 78 % à 99 % (France Stratégie 2025). La jeunesse a cessé d'être l'âge heureux. Mai 68 et sa projection vers l'avenir s'inscrivaient dans un temps où la marée montait ; octobre 2026 est le moment du reflux, sans croissance pour tenir les promesses.

Ce que disent les lycéens

Les griefs sont d'abord ceux du lycée tel que les jeunes le décrivent. Parmi ceux qui y sont encore ou l'ont quitté depuis 2024, deux sur trois décrivent des classes trop chargées, six sur dix des absences de professeurs souvent non remplacées, et 43 % disent avoir perdu au moins six heures de cours par mois (figure 2). Cependant, à lire Olivier Galland, les moyens seuls n'expliquent pas la crise (Galland 2026) : la France ne dépense pas moins que ses voisins pour ses lycées (à la différence de ses professeurs, dont la rémunération est largement inférieure à celle de nos voisins européens).

Figure 2. Des revendications soutenues, un lycée décrit comme une promesse non tenue



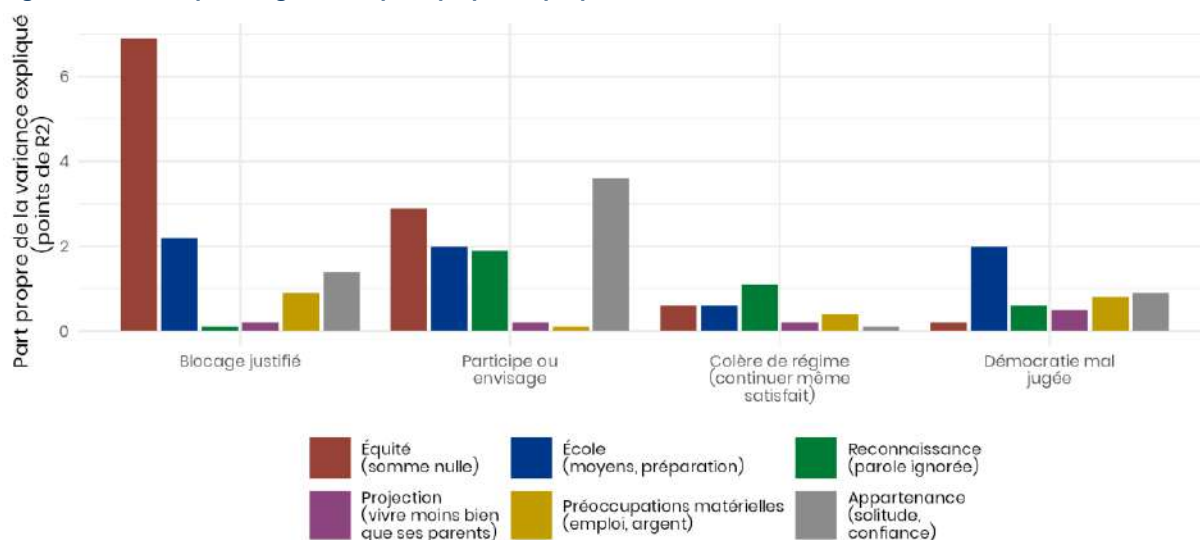
Source : Enquête flash Cepremap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : en haut, part des jeunes jugeant « tout à fait » ou « plutôt » justifiées les revendications des lycéens mobilisés (davantage d'enseignants et de remplacements, des classes moins chargées, des locaux en meilleur état, plus d'infirmières scolaires, une réforme de Parcoursup). En bas, réponses à « En pensant à votre propre lycée, diriez-vous que... » (tout à fait ou plutôt d'accord) et nombre d'heures de cours non assurées par mois, jeunes encore au lycée ou l'ayant quitté depuis 2024.

Quelles sont les causes plus profondes qui expliquent la colère lycéenne ? Le 17 puis le 24 octobre, le mouvement a rejoint les mobilisations contre la vie chère, dont les revendications sont elles aussi jugées justifiées par 92 % des jeunes interrogés (question distincte de celle de la figure 2). On s'attendrait donc à ce que ce soient l'argent et le pouvoir d'achat qui expliquent d'abord la colère. Les données disent autre chose.

Nous avons regroupé les raisons possibles de la colère en grandes familles et mesuré ce que chacune ajoute à l'explication quand toutes les autres sont déjà prises en compte (figure 3). Les préoccupations matérielles, qui réunissent l'inquiétude pour l'emploi, le pouvoir d'achat placé en tête des soucis et l'origine populaire, ajoutent au plus un point d'explication, et presque rien à la participation au mouvement. Ce qui pèse le plus sur le soutien au blocage, près de sept points à lui seul, est l'idée que le gâteau ne peut plus grossir, et que son partage se fait à leurs dépens. Stefanie Stantcheva et ses coauteurs l'appellent la pensée à somme nulle : la conviction que ce que l'un gagne, un autre l'a nécessairement perdu (Chinoy et al. 2026). Nous la mesurons par l'accord avec une phrase simple : « Quand les riches deviennent plus riches, c'est généralement au détriment des plus pauvres. »

Figure 3. Ce n'est pas l'argent : ce qui explique en propre la colère des 16-20 ans



Source : Enquête flash Cerepmap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : baisse du pouvoir explicatif (R^2 , en points) quand on retire chaque famille de raisons d'un modèle qui les contient toutes, à sexe, âge, statut, taille de commune et mode de recrutement égaux. Les modèles sont décrits en annexe.

Les autres familles décrivent des aspirations essentielles : lorsqu'elles sont blessées, la colère gronde. L'école, c'est la promesse la plus concrète, celle des professeurs présents et d'une préparation à l'avenir. La reconnaissance, c'est le besoin d'être vu et entendu : avoir parlé à son lycée sans que rien ne change. La projection, c'est la possibilité de se voir un avenir meilleur que celui de ses parents. L'appartenance, l'équité et l'école pèsent chacune de deux à près de quatre points sur la participation au mouvement, la reconnaissance près de deux. La colère de la jeunesse qui descend dans la rue est d'abord celle d'un monde sans croissance, où l'on ne gagne qu'aux dépens des autres, et d'un lien aux autres abîmé, bien plus qu'une colère de pouvoir d'achat. Que la projection personnelle pèse moins n'efface pas la promesse brisée : elle s'exprime moins dans ce que chacun prévoit pour lui-même que dans une vision du partage, la pensée à somme nulle, qui se forme dans l'expérience de croissance.

Le signal le plus frappant est la parole ignorée. 43 % des lycéens disent ne pas être écoutés par leurs professeurs et l'administration. Parmi ceux qui ont signalé un problème à leur lycée, sept sur dix disent que cela n'a rien donné, et cette expérience est associée à vingt-cinq points de participation en plus, à caractéristiques égales. Olivier Galland voit dans l'absence de tout lieu où les demandes des élèves puissent être traitées le véritable problème d'un système centralisé. Les jeunes l'expriment à leur manière : 56 % souhaitent que les élèves et les équipes de chaque lycée puissent décider davantage de choses dans leur établissement, contre 21 % qui préfèrent des règles identiques partout, et ceux qui le souhaitent se mobilisent davantage (+12 points). La colère naît essentiellement d'un sentiment de ne pas compter.

Parcoursup en donne une autre illustration. 79 % de ceux qui l'ont utilisé disent en avoir ressenti du stress ou de l'anxiété, 88 % des jeunes femmes contre 67 % des jeunes hommes ; 30 % jugent injuste le résultat obtenu. 41 % souhaitent l'abandonner pour laisser chacun choisir librement sa formation, 53 % des enfants d'ouvriers et d'employés contre 30 % des enfants de cadres. Ce n'est pas la plateforme qu'ils jugent d'abord, c'est le verdict qu'elle rend à dix-sept ans pour toute une vie.

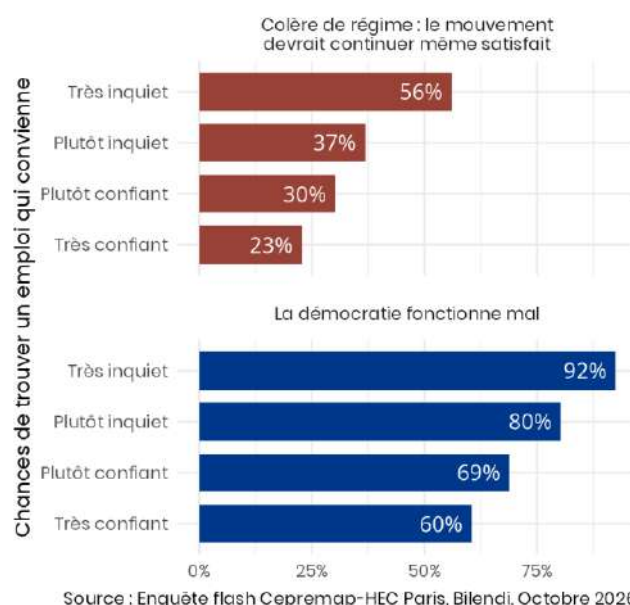
Une colère de moment, ou de régime ?

La question la plus parlante de l'enquête est simple : si le gouvernement accordait les principales revendications des lycéens, le mouvement devrait-il s'arrêter ? 55 % répondent oui ; 34 % répondent que d'autres choses doivent changer. Le livre fait de cette distinction l'une de ses clés. Martha Nussbaum distingue la colère qui nomme un tort et s'apaise quand il est réparé de celle qui n'attend plus de réparation (Nussbaum 2016). La majorité porte une colère de moment, qui a une adresse et des demandes. Un jeune sur trois porte une colère de régime, qu'aucune concession sur les moyens ne suffirait à apaiser.

Cette colère de régime suit l'inquiétude pour l'avenir (figure 4). Parmi les jeunes très confiants dans leurs chances de trouver ou de garder un emploi qui leur convienne, 23 % souhaitent que le mouvement continue ; ils sont 30 % parmi les plutôt confiants, 37 % parmi les plutôt inquiets et 56 % parmi les très inquiets. Le

jugement sur la démocratie suit la même pente, de 61 % à 92 %. Seuls 18 % des 16-20 ans pensent qu'ils vivront mieux que leurs parents. Cette inquiétude a des raisons : en France, depuis la fin de 2022, les embauches en CDI des 21-29 ans ont reculé de 28 % dans les métiers les plus exposés à l'intelligence artificielle, contre 7,5 % dans les moins exposés, comme le montre une récente note d'Antonin Bergeaud et ses coauteurs (Bergeaud et al. 2026). On ne renvoie pas les jeunes, on cesse de les prendre.

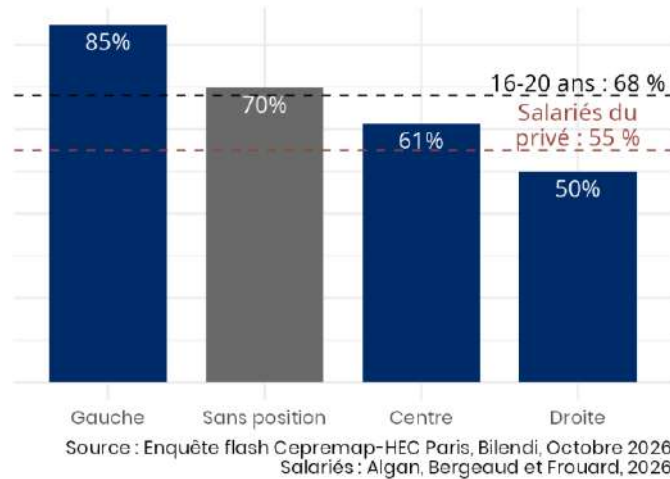
Figure 4. Quand l'avenir se ferme, la colère devient un régime



Notes : en ordonnée, réponse à « Quand vous pensez à vos chances de trouver, ou de garder, un emploi qui vous convienne dans les prochaines années, diriez-vous que vous êtes... ». Colère de régime : voir figure 3. Démocratie : « Diriez-vous que la démocratie fonctionne en France... » (plutôt mal ou très mal).

Bourdieu décrivait déjà, à la fin des années 1970, une « génération abusée » par l'inflation des titres scolaires : des diplômes plus nombreux, qui ouvrent moins de portes (Bourdieu 1978). Peter Turchin appelle surproduction des élites le moment où une société forme plus d'aspirants aux positions qu'elle n'a de positions à offrir, et il y voit l'un des ressorts des grandes crises politiques (Turchin 2023). De cette trajectoire bloquée naît une manière de voir le monde. Elle n'est pas un trait de caractère : Stefanie Stantcheva et ses coauteurs montrent qu'elle se forme dans l'expérience de croissance. Ceux qui ont grandi dans une économie qui progressait y échappent ; ceux qui n'ont connu que la stagnation économique y tombent. Deux jeunes sur trois pensent que lorsque les riches s'enrichissent, c'est au détriment des pauvres, contre 55 % des salariés adultes (figure 5 ; Algan, Bergeaud et Frouard 2026). Mais déjà, sur cette question, les jeunes se séparent selon qu'ils se placent à gauche ou à droite : 85 % de ceux qui se placent à gauche le pensent, 50 % de ceux qui se placent à droite.

Figure 5. « Quand les riches deviennent plus riches, c'est généralement au détriment des plus pauvres »

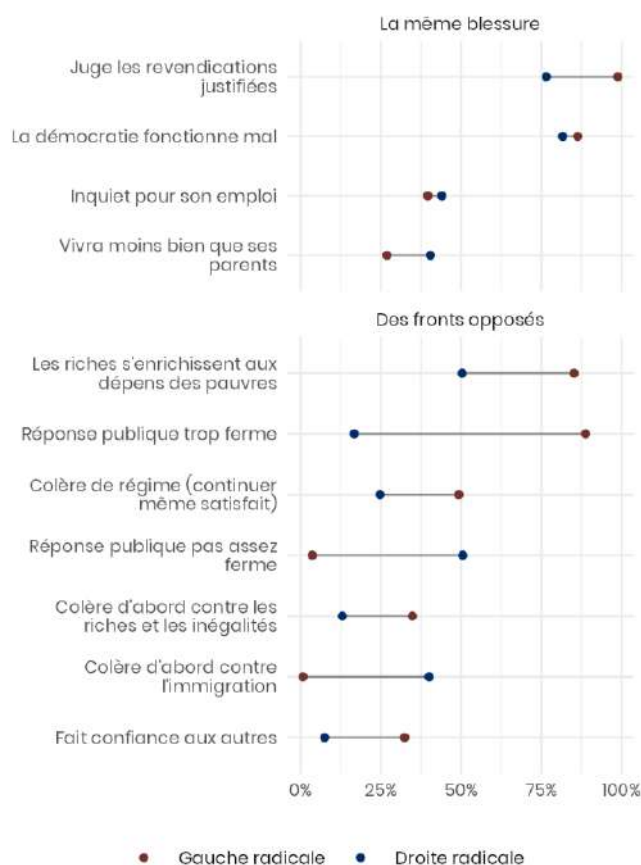


Notes : part des jeunes « tout à fait » ou « plutôt » d'accord, selon le positionnement déclaré sur une échelle gauche-droite (1-4 gauche, 5-6 centre, 7-10 droite). Salariés du privé : même question, 2024-2025 (Algan, Bergeaud et Frouard 2026).

Deux colères

Les jeunes proches de la gauche radicale et ceux de la droite radicale partagent la même blessure (figure 6, en haut). Ils portent le même diagnostic : 86 % des premiers et 82 % des seconds jugent que la démocratie fonctionne mal ; 40 % et 44 % s'inquiètent pour leur emploi. Les jeunes de droite radicale sont même plus nombreux à penser qu'ils vivront moins bien que leurs parents (40 % contre 27 %). Leur défiance envers les institutions est la même. Ce qui les sépare est le rapport aux autres, qui désigne le coupable : celui du dessus, ou celui d'à côté. 35 % des jeunes de gauche radicale tournent d'abord leur colère contre les riches et les inégalités, contre 13 % de ceux de droite radicale ; 40 % de ces derniers la tournent contre l'immigration, qu'un jeune de gauche radicale sur cent seulement désigne (figure 6, en bas). On en veut à l'un de ce qu'il a, à l'autre de ce qu'on lui donne (Algan, Beasley et al. 2019).

Figure 6. Les deux radicalités : la même blessure, des fronts opposés



Source : Enquête flash Cephreap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : les regroupements politiques et les libellés précis des questions sont détaillés en annexe.

Ces deux colères ne demandent pas la même chose. La première veut qu'on change le système : 49 % des jeunes de gauche radicale portent une colère de régime, contre 25 % à droite radicale, et 89 % jugent la réponse publique au mouvement trop ferme. La seconde demande de l'ordre, et une meilleure place dans le système tel qu'il est : près d'un jeune de droite radicale sur deux juge cette réponse pas assez ferme, contre 4 % à gauche radicale.

On retrouve cette seconde colère chez les lycéens professionnels, deux fois plus proches de la droite radicale que les lycéens généraux et technologiques (24 % contre 10 %), et plus nombreux à trouver la réponse publique trop molle (29 % contre 12 % en moyenne). C'est la logique des deux jeunesse : les diplômés déçus dont parlaient Bourdieu et Turchin nourrissent surtout la colère qui veut changer le système ; ceux qui n'ont pas fait d'études longues, celle qui demande une place. Les uns veulent renverser la table, les autres demandent qu'on leur y garde un couvert. Ces résultats rejoignent la pluralité des jeunesse décrite par Olivier Galland et Marc Lazar (Galland et Lazar 2022).

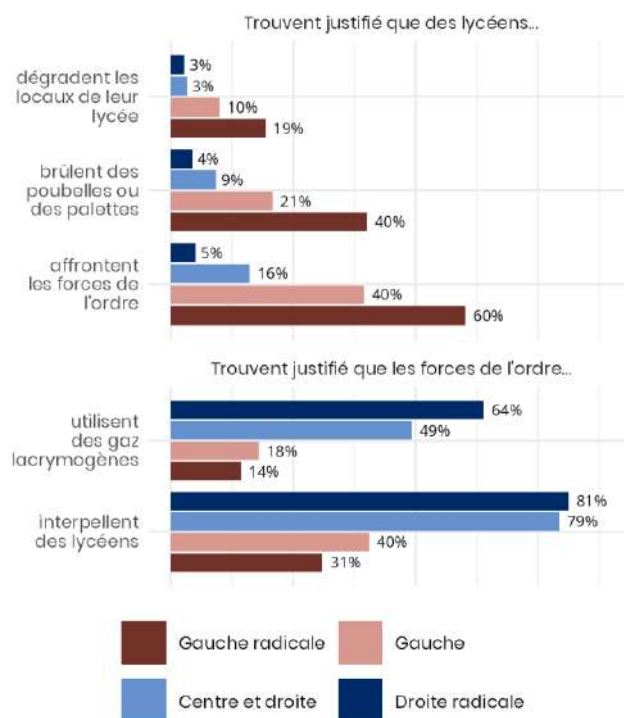
La cause est transpartisane, l'action ne l'est pas. Près de quatre jeunes sur dix qui ont participé au mouvement ou l'envisagent se sentent proches de la gauche radicale, deux fois son poids parmi les jeunes interrogés ; ceux de droite radicale n'en représentent qu'un sur vingt. Les jeunes de droite radicale soutiennent pourtant les revendications (c'est le cas de trois quarts d'entre eux) et jugent la démocratie défailante presque aussi souvent que ceux de gauche radicale ; ils restent chez eux et demandent de l'ordre. La proximité partisane est le premier facteur de participation, mais elle n'efface pas les griefs : à proximité partisane égale, la pensée à somme nulle et l'état de l'école continuent de peser sur le soutien au blocage.

Devant la violence, deux colères qui ne se valent pas

Il faut se garder de renvoyer ces deux colères dos à dos. La tentation de la violence est massivement du côté de la gauche radicale : 60 % de ces jeunes trouvent légitime que des lycéens affrontent les forces de l'ordre, contre 5 % au sein de la droite radicale (figure 7). La droite radicale, elle, approuve l'usage de la force policière :

81 % de ses jeunes trouvent justifié qu'on interpelle des lycéens, contre 31 % au sein de la gauche radicale, et 64 % qu'on emploie contre eux des gaz lacrymogènes, contre 14 % au sein de la gauche radicale. Approuver la force de l'État n'est pas justifier une violence hors la loi.

Figure 7. Justifier la violence des manifestants, approuver la force de l'État



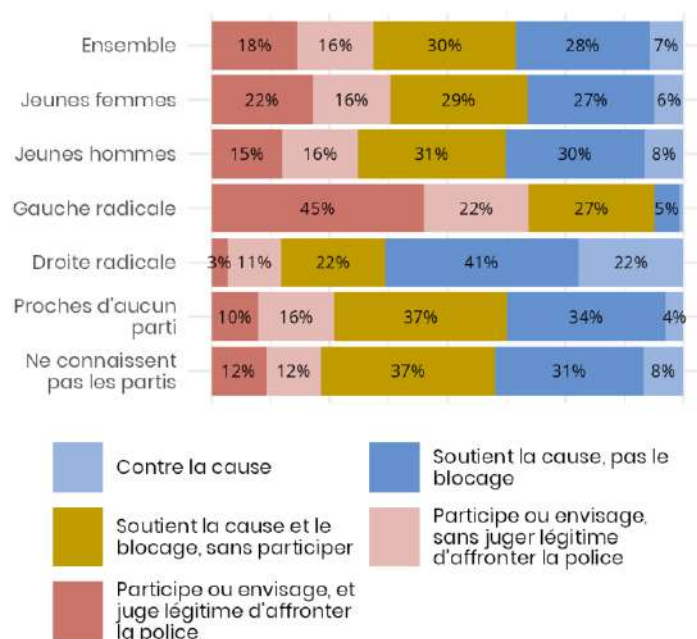
Source : Enquête flash Cephremap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : « Dans le cadre de ce mouvement, trouvez-vous justifié ou non que des lycéens... » et « ... que les forces de l'ordre... » (tout à fait ou plutôt justifié).

Un paradoxe dit la nature de la colère de la gauche radicale : affronter la police y est jugé plus légitime (60 %) que brûler des poubelles (40 %), et bien plus que dégrader son propre lycée (19 %). La violence la plus acceptée n'est pas la plus anodine, c'est celle qui a un destinataire. Cette colère ne cherche pas à détruire, elle cherche un coupable.

L'affrontement n'est que la dernière marche d'un escalier que peu de jeunes gravissent en entier (figure 8). Sur 100 jeunes, 7 sont contre « la cause » des lycéens, 28 la soutiennent sans approuver le blocage, 30 approuvent le blocage sans y participer, 16 participent ou l'envisagent sans juger légitime d'affronter la police, et 18 participent en le jugeant légitime. Chez les jeunes proches de la gauche radicale, près d'un sur deux atteint la dernière marche ; chez ceux de la droite radicale, trois sur cent, et près d'un sur quatre reste sur la première. La violence n'est pas le langage ordinaire de cette génération ; mais elle est vraiment prégnante chez une minorité.

Figure 8. L'escalier de la colère, de la cause à l'affrontement



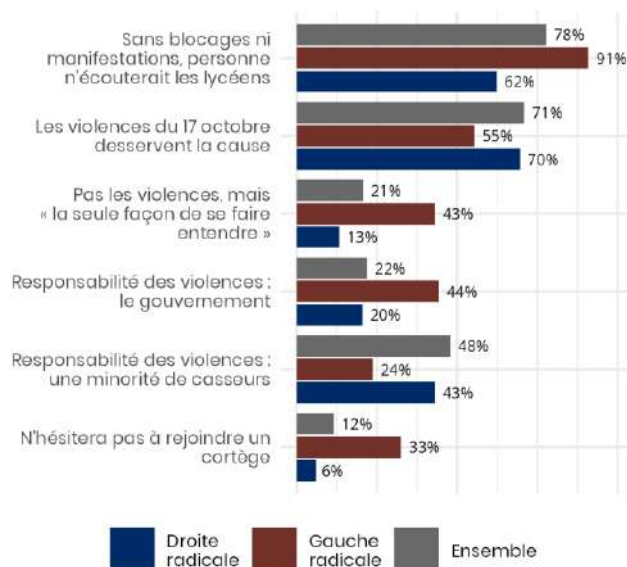
Source : Enquête flash Cepermap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : chaque jeune est classé à la marche la plus haute qu'il atteint : juger les revendications injustifiées (« contre la cause ») ; les juger justifiées sans juger le blocage justifié ; juger le blocage justifié sans participer ni l'envisager ; participer ou l'envisager sans juger justifié que des lycéens affrontent les forces de l'ordre ; participer ou l'envisager et le juger justifié.

Le 17 octobre, un événement qui polarise

Le 17 octobre a montré comment ces deux colères réagissent l'une à l'autre (figure 9). Près de huit jeunes de gauche radicale sur dix pensent que lycéens, gilets jaunes, étudiants et syndicats « se battent pour la même chose », contre un peu plus d'un jeune sur trois de droite radicale. Les deux camps lisent la journée à l'opposé. 78 % des jeunes pensent que, sans blocages ni manifestations, personne n'écouterait les lycéens, 91 % à gauche radicale et 62 % à droite radicale. Sept jeunes sur dix jugent que les violences desservent la cause, mais 43 % des jeunes de gauche radicale les tiennent pour « la seule façon de se faire entendre », et plus de quatre sur dix en imputent la responsabilité au gouvernement plutôt qu'aux casseurs. Un sur trois n'hésitera pas à rejoindre un cortège, contre 6 % à droite radicale.

Figure 9. Le 17 octobre vu par les deux radicalités

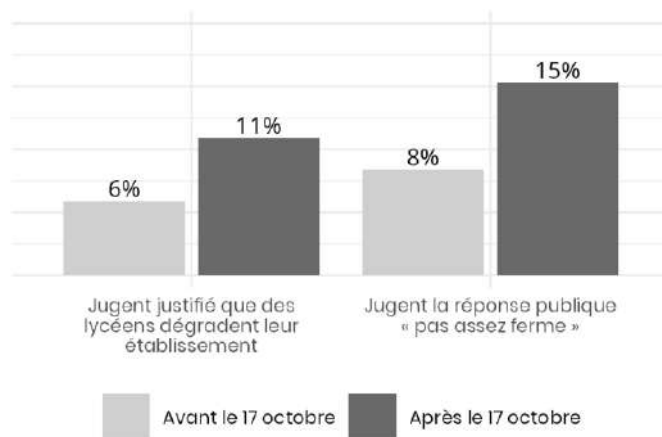


Source : Enquête flash Cepremap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : libellés des questions en annexe.

Et la journée a durci le climat. À composition constante, la part des jeunes qui jugent la réponse publique pas assez ferme est passée de 8 % avant le 17 octobre à 15 % après, et celle qui juge justifié que des lycéens dégradent leur établissement de 6 % à 11 % (figure 10). La demande d'ordre et la justification des dégradations ont progressé ensemble. Les débordements ne réconcilient pas, ils polarisent.

Figure 10. Avant et après le 17 octobre : la demande d'ordre et la justification des dégradations progressent ensemble



Source : Enquête flash Cepremap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Notes : parts prédites à composition constante (sexe, âge, statut, taille de commune, origine sociale, mode de recrutement). Avant : les deux premières vagues (n = 360), dont une partie interrogée entre le 17 et le 19 octobre, ce qui tend à réduire l'écart mesuré. Écarts significatifs au seuil de 5 %. Réponse publique : « À propos de la réponse des pouvoirs publics, avec plusieurs milliers d'interpellations depuis le début du mouvement, diriez-vous qu'elle a été... » (pas assez ferme).

Restent ceux qui ne se reconnaissent dans aucun parti. Ils soutiennent la cause presque autant que les autres, mais un sur quatre seulement s'est mobilisé ou l'envisage (annexe, figure 13). Chez eux, la participation passe de 22 % à 41 % selon qu'ils se méfient des autres ou leur font confiance. La solitude, elle, nourrit une colère qui n'agit pas. 16 % des jeunes se disent souvent isolés, mis à l'écart ou en manque de compagnie, 23 % des jeunes femmes contre 11 % des jeunes hommes. À caractéristiques égales, se sentir seul est associé à 9 points de colère de régime en plus, mais pas à davantage de participation au mouvement. Seul, on s'indigne ; avec d'autres, on agit.

Ce que cela dit des colères françaises

Ces deux colères ne sont pas propres aux lycéens. Mon prochain livre, *Colères françaises* (Albin Michel, janvier 2027), les retrouve chez les adultes et en démonte le mécanisme. La première étape est commune : une croissance qui ne tient plus ses promesses et une ascension sociale devenue incertaine nourrissent une défiance envers les institutions qu'on retrouve dans les deux radicalités. Les lycéens en donnent une version plus aiguë, parce que la promesse les concerne au premier chef : ils n'ont pas d'acquis à défendre, seulement un avenir.

La seconde étape décide de la direction, et c'est le rapport aux autres. La société s'est défaite par le bas : la fermeture des usines, des cafés, des lieux où l'on se croisait, a laissé des individus plus seuls et un rapport aux autres abîmé. Chez ceux qui se méfient de leurs semblables, la colère cherche son coupable à côté de soi ; chez ceux qui leur font encore confiance, elle le cherche au-dessus. Chez les lycéens, la solitude ne désigne pas encore un camp, mais elle nourrit déjà la colère de régime, et elle sépare la colère qui agit de celle qui rumine.

La dernière étape est l'inflammation. Les réseaux sociaux ne créent pas la colère, ils la servent. Sur les plateformes, un message en colère est partagé bien davantage qu'un message d'espoir ou de fierté, et les fils choisis par les algorithmes contiennent plus d'hostilité envers le camp adverse que ceux que les utilisateurs auraient choisis eux-mêmes (Algan, Davoine et al. 2026). Une génération qui s'informe d'abord sur ses téléphones vit dans cette chambre d'écho. Le 17 octobre a réuni des colères sans les convertir en une demande, et il a polarisé.

Conclusion

Les lycéens de 1986 et de 2006 se levaient contre une réforme. Ceux de 2026 se lèvent contre un horizon fermé. Ils n'ont pas inventé la colère française, ils en donnent la version la plus vive, parce que la croissance qui permettait à chacun de s'élever sans que l'autre y perde s'est arrêtée pour eux d'abord. Leur mouvement dit ce que sont devenues les colères françaises : une même blessure, qui produit deux colères dont le lien aux autres décide la direction.

Deux réponses s'en déduisent, de portée inégale. La colère de moment se désarme par des réformes, et par des lieux où la parole des élèves est reçue, discutée et suivie d'effets, comme le faisaient hier les corps intermédiaires. La colère de régime ne se désarme que par un horizon, et par notre capacité à redonner de l'espoir à cette génération. La colère demande un coupable. L'espoir demande un chemin.

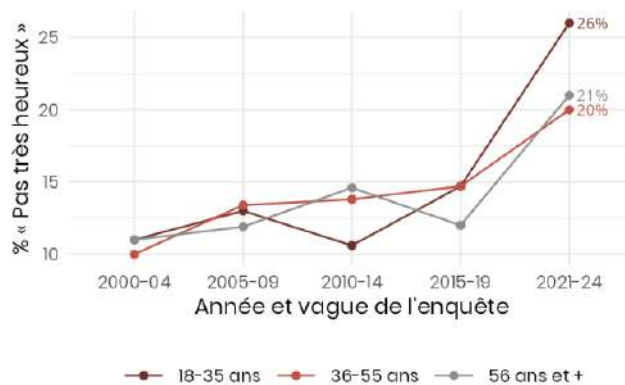
Annexe

Tableau 1. Proximité partisane des jeunes

Formation politique	Effectif	Part (%)
Gauche radicale	210	19,8
La France insoumise	165	15,5
NPA	21	2,0
Parti communiste	14	1,3
Lutte ouvrière	10	1,0
Gauche	92	8,4
Parti socialiste	49	4,5
Les Écologistes	30	2,7
Place publique	13	1,2
Centre et droite	87	8,4
Les Républicains	33	3,3
Horizons	27	2,7
Renaissance	23	2,1
UDI	3	0,3
MoDem	1	0,1
Droite radicale	138	12,9
Rassemblement national	128	12,0
Debout la France	6	0,5
Reconquête	4	0,4
Proche d'aucun parti	261	24,0
Ne connaît pas assez les partis	289	26,4
Ensemble	1 077	100,0

Notes : « Parmi les formations politiques suivantes, quelle est celle dont vous vous sentez le/la plus proche ? ». Parts pondérées par sexe et âge. La répartition varie fortement selon le mode de recrutement (directement ou par un parent) et ne doit pas être lue comme une estimation de la proximité partisane de l'ensemble des 16-20 ans.

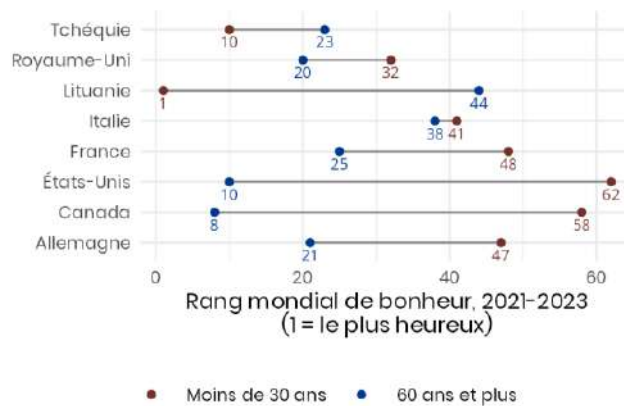
Figure 11. États-Unis : part des adultes « pas très heureux » selon l'âge



Source : General Social Survey, d'après Institute for Family Studies, « Happiness Crash »

Notes : General Social Survey, d'après Institute for Family Studies, « Happiness Crash ».

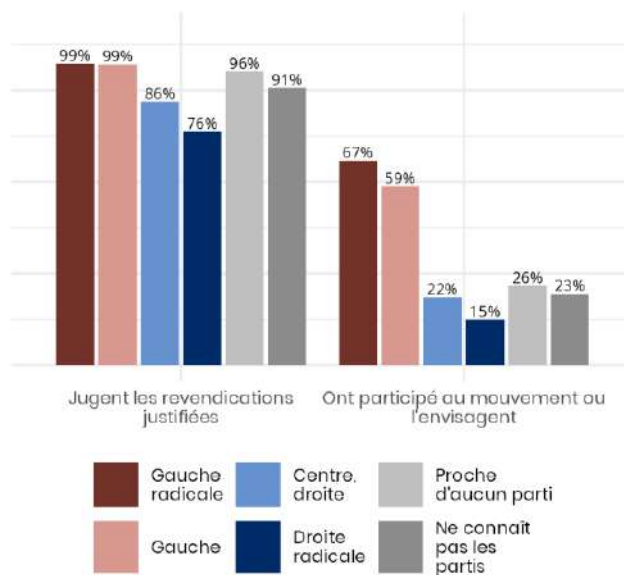
Figure 12. Rang mondial de bonheur des moins de 30 ans et des plus de 60 ans, 2021-2023



Source : World Happiness Report 2024, tableau 2.2 (143 pays)

Notes : World Happiness Report 2024, tableau 2.2 (143 pays) ; 1 = le plus heureux.

Figure 13. La cause sans le collectif : soutien et participation selon la proximité partisane



Source : Enquête flash Cepremap-HEC Paris, Bilendi, Octobre 2026

Données et méthode

Enquête. Enquête en ligne conduite par Bilendi pour le Cepremap et HEC Paris auprès de 1 077 jeunes de 16 à 20 ans résidant en France : 201 interrogés avant le 17 octobre 2026, 159 du 15 au 19 octobre, 717 après le 17 octobre avec un questionnaire complet (émotions, colère, pensée à somme nulle, solitude, confiance). Dans la comparaison avant/après de la figure 10, la vague du 15 au 19 octobre est classée « avant ». Résultats pondérés par sexe et âge.

Estimations. Les écarts « à caractéristiques égales » proviennent de modèles de probabilité linéaire avec erreurs-types robustes, contrôlant le sexe, l'âge, le statut, la taille de commune, la date d'interrogation et le recrutement par un parent, qui concerne 45 % des répondants et influence fortement les réponses. Les contrôles propres à chaque figure sont précisés sous celle-ci. Ce sont des associations, non des effets causaux.

Solitude. Version courte de l'échelle UCLA : « À quelle fréquence avez-vous le sentiment de manquer de compagnie / d'être tenu(e) à l'écart / d'être isolé(e) des autres ? » (presque jamais, parfois, souvent). Sont comptés comme seuls ceux qui répondent « souvent » à au moins une question et « parfois » à au moins aux autres (score de 7 sur 9 ou plus).

Modèle de la figure 3. Variables de contrôle communes : sexe, âge, statut, taille de commune et mode de recrutement. Variables expliquées : juger le blocage des établissements justifié ; avoir participé au mouvement ou l'envisager ; colère de régime (« Si le gouvernement accordait les principales revendications, le mouvement devrait-il s'arrêter ? », réponse « Non, d'autres choses doivent changer ») ; juger que la démocratie fonctionne plutôt mal ou très mal. Familles de raisons : équité (« Quand les riches deviennent plus riches, c'est généralement au détriment des plus pauvres ») ; école (manque d'enseignants, mauvaise préparation) ; reconnaissance (ne pas être écouté par les professeurs et l'administration, signalement resté sans effet) ; projection (penser vivre moins bien que ses parents) ; préoccupations matérielles (inquiétude pour ses chances de trouver ou garder un emploi, pouvoir d'achat en tête des soucis, origine populaire) ; appartenance (solitude, confiance dans les autres).

Regroupements politiques et figure 6. Gauche radicale : LFI, PCF, NPA, Lutte ouvrière. Gauche : PS, Les Écologistes, Place publique. Centre et droite : Renaissance, MoDem, Horizons, UDI, LR. Droite radicale : RN, Reconquête, Debout la France. Questions de la figure 6 : soutien aux revendications ; fonctionnement de la démocratie ; inquiétude pour ses chances de trouver ou garder un emploi ; « Par rapport à vos parents, pensez-vous que vous vivrez... » ; colère de régime ; jugement sur la réponse des pouvoirs publics ; « Aujourd'hui, contre quoi ou contre qui éprouvez-vous le plus de colère ? » ; pensée à somme nulle ; « On peut faire confiance à la plupart des gens ».

Questions de la figure 9. « Sans les blocages et les manifestations, personne n'écouterait les lycéens » ; « Les violences du 17 octobre desservent la cause des lycéens » (tout à fait ou plutôt d'accord) ; « Vous n'approuvez pas les violences, mais c'est la seule façon de se faire entendre » (y compris l'approbation de la journée et de ses débordements) ; « Selon vous, qui porte la principale responsabilité des violences de ce jour-là ? » ; intentions pour de prochaines manifestations.

Références

- AFP (2026). « Après la Belgique et la France, les manifestations lycéennes touchent désormais l'Italie ». *La Libre Belgique*, 16 octobre 2026.
- Algan, Y., E. Beasley, D. Cohen et M. Foucault (2019). *Les origines du populisme : enquête sur un schisme politique et social*. Paris, La République des idées / Seuil.
- Algan, Y., A. Bergeaud et C. Frouard (2026). « La politique au travail ». Policy Note HEC Paris. <https://heclift.github.io/website/files/papers/politique-travail.pdf>
- Algan, Y., C. Blanc et C. Senik (2025). « Trusting Others: How Unhappiness and Social Distrust Explain Populism ». In J. Helliwell et al., *World Happiness Report 2025*. Oxford, Wellbeing Research Centre.
- Algan, Y., E. Davoine, T. Renault et S. Stantcheva (2026). « The Rise of Anger: Emotions and Policy Views ». Working paper, Harvard-HEC. <https://socialeconomicslab.org/research/working-papers/emotions-and-policy/>
- Algan, Y. et T. Renault (2024). « La France sous nos tweets : portrait d'une France en colère, et de ses conséquences politiques ». Note de l'Observatoire du Bien-être n° 2024-09, Cepremap.
- Algan, Y., T. Renault et H. Subtil (2025). « La fièvre parlementaire : ce monde où l'on catche ! ». Note de l'Observatoire du Bien-être n° 2025-01, Cepremap.
- Badie, B. (2026). *Par-delà la puissance et la guerre : la mystérieuse énergie sociale*. Paris, Odile Jacob.
- Bergeaud, A. et al. (2026). « Intelligence artificielle générative et emploi des jeunes en France ». LIFT Working Paper 2026-02, HEC Paris et Banque de France.
- Bourdieu, P. (1978). « Classement, déclassement, reclassement ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24(1), 2-22.
- Cantoni, D., A. Kao, D. Y. Yang et N. Yuchtman (2024). « Protests ». *Annual Review of Economics*, 16, 519-543.
- Chinoy, S., N. Nunn, S. Sequeira et S. Stantcheva (2026). « Zero-Sum Thinking and the Roots of US Political Differences ». *American Economic Review*, 116(3), 1052-1096.
- France Stratégie (2025). « Jeunesse d'hier et d'aujourd'hui : le grand déclassement ? ». Note d'analyse.
- Friedman, B. M. (2005). *The Moral Consequences of Economic Growth*. New York, Alfred A. Knopf.
- Galland, O. (2026). « Que penser de la crise dans les lycées ? ». *Telos*, octobre 2026.

- Galland, O. et M. Lazar (2022). *Une jeunesse plurielle. Enquête auprès des 18-24 ans*. Institut Montaigne.
- Helliwell, J. et al. (2024). « Happiness of the Younger, the Older, and Those In Between ». In *World Happiness Report 2024*. Oxford, Wellbeing Research Centre.
- Lazarus, R. S. (1991). *Emotion and Adaptation*. Oxford University Press.
- Nussbaum, M. C. (2016). *Anger and Forgiveness: Resentment, Generosity, and Justice*. Oxford University Press.
- Turchin, P. (2023). *End Times: Elites, Counter-Elites, and the Path of Political Disintegration*. Londres, Penguin.

Auteurs

Yann Algan, HEC Paris.

À propos de cette note

Cette Policy Note reprend la Note Cepremap / HEC n° 2026-20 (28 octobre 2026).

L'enquête

Enquête flash conduite par Bilendi pour le Cepremap et HEC Paris auprès de 1 077 jeunes de 16 à 20 ans, en trois vagues encadrant la journée du 17 octobre 2026. Les données et le code permettant de reproduire les figures sont disponibles auprès de l'auteur.

Citer ce document

Algan, Y. (2026), « Ce que la colère des lycéens dit des colères françaises », Policy Note HEC Paris, octobre 2026. Version longue : Note de l'Observatoire du Bien-être du Cepremap n° 2026-20.

Contact

Yann Algan – HEC Paris, 1 rue de la Libération, 78351 Jouy-en-Josas
algan@hec.fr

Document publié sous licence Creative Commons CC BY 4.0. Reproduction autorisée avec mention de la source.